

N° 4 - 28.11.2025



Newsletter - Club Industrie et Souveraineté



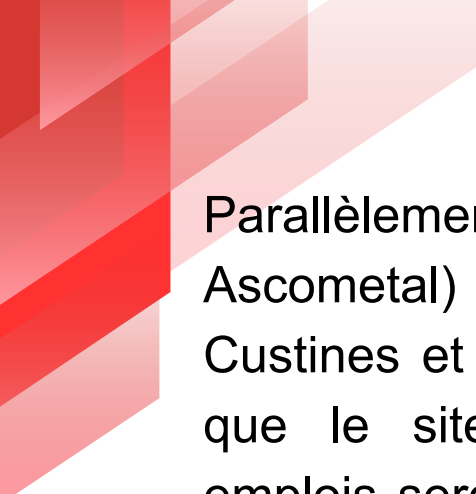
AEGE - le réseau d'experts en intelligence économique

La France entre annonces d'investissements et fermetures d'usines.

Le lundi 17 novembre, la semaine de l'industrie française s'ouvrait à Paris avec le sommet « Choose France ». Environ 150 patrons et décideurs se sont réunis autour du gouvernement pour promouvoir l'investissement industriel.

Au total 9 milliards d'euros d'investissements ont été annoncés dès ce sommet, et 30,4 milliards d'euros sont programmés d'ici fin 2025. Cela représente 151 nouveaux projets industriels dans de nombreux domaines comme les batteries, les laboratoires pharmaceutiques, la décarbonation et les data centers, afin de soutenir l'intelligence artificielle.

Toutefois, il est important de rappeler que ces secteurs, bien qu'essentiels pour l'avenir technologique et la souveraineté française, restent bien moins créateurs d'emplois directs.



Parallèlement, le groupe de sidérurgie NovAsco (ex Ascometal) a vu trois de ses sites (Saint-Étienne, Custines et Hagondange) être liquidés, ne sauvant que le site de Leffrinckoucke. Seulement 144 emplois seront conservés sur les 693 que comptait le groupe au total.

Ce plan social massif s'ajoute aux multiples restructurations dans l'industrie ces derniers mois. On compte plus de 600 postes supprimés chez ArcelorMittal. Dans l'industrie automobile, 1254 postes sont supprimés chez Michelin et 866 chez Valeo. Dans la chimie, Vencorex supprime près de 400 emplois. L'agroalimentaire est également touché avec la suppression de 200 emplois chez Teisseire.

La multiplication des fermetures inquiète. Au premier semestre 2025, on dénombre 82 sites industriels fermés, une dynamique supérieure à celle de 2024. Le contraste est saisissant. D'un côté, la France mobilise investisseurs et innovations pour préparer « l'industrie du futur ». De l'autre, le secteur industriel traditionnel subit une « guerre d'attrition », affaibli par la concurrence internationale et des difficultés structurelles nationales.

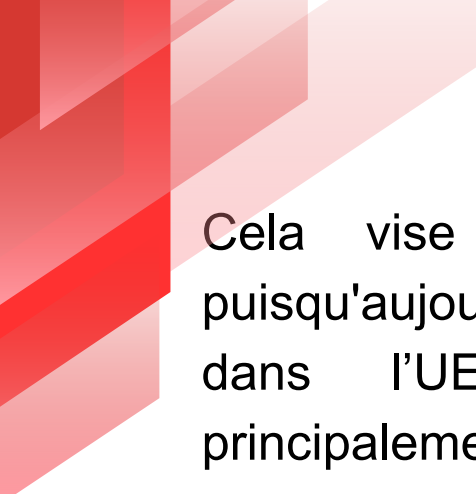


L'UE lance son premier programme d'industrie de défense : relocalisation et dépendances à l'épreuve.

L'Union européenne vient d'adopter son tout premier programme dédié à l'industrie de défense, baptisé EDIP (European Defence Industry Program). Il est doté d'un budget initial de 1,5 milliard d'euros pour la période 2025-2027.

L'objectif affiché est de renforcer la base industrielle et technologique européenne en encourageant les achats communs, et, surtout, relocaliser les chaînes jugées critiques, comme les munitions ou les semi-conducteurs, pour réduire la dépendance aux fournisseurs extra-européens.

Pour la première fois, le principe de « préférence européenne » s'impose avec une règle stricte : 65 % des composants doivent être produits dans l'UE pour être financés par le programme.



Cela vise à inverser la tendance actuelle puisqu'aujourd'hui plus de 60% des achats d'armes dans l'UE sont réalisés hors d'Europe, principalement aux États-Unis. L'objectif fixé est de ramener cette dépendance à 45% d'ici quelques années.

Malgré ces efforts, les obstacles restent majeurs. La fragmentation des filières, la difficulté à harmoniser les chaînes logistiques et la faible intégration des États membres rendent le projet complexe. Par ailleurs, il reste très compliqué de s'affranchir des États-Unis, en raison du niveau de sophistication des équipements américains, de la rapidité de livraison et de l'interopérabilité exigée par l'OTAN. Tous ces facteurs entretiennent un cercle de dépendance militaire et technologique très fort.

Aujourd'hui les premières briques d'une défense européenne sont posées avec le programme EDIP, mais le chemin vers l'autonomie réelle est encore semé d'embûches : la fragmentation interne, dépendance technologique et combat pour la relocalisation effective des chaînes stratégiques.



Normes : un levier stratégique pour la réindustrialisation française

La conférence organisée ce mardi 18 novembre par Mecallians a offert un moment de débat ouvert, vif, mais profondément technique, réunissant des acteurs qui vivent la réalité de la sur-normalisation au quotidien.

Dans une salle composée d'ingénieurs, d'industriels et de responsables institutionnels, l'atmosphère était à la fois studieuse et dynamique. Le message général ne souffrait d'aucune ambiguïté : la norme n'est plus une contrainte administrative, c'est une arme économique.

Arnaud Montebourg, l'intervenant le plus attendu, a rappelé, avec sa vigueur habituelle, que la souveraineté industrielle française se jouerait principalement dans cette capacité à maîtriser, à produire et à diffuser nos propres référentiels techniques. D'autres prises de parole ont enrichi cette perspective, notamment celle de Sami Charfi.

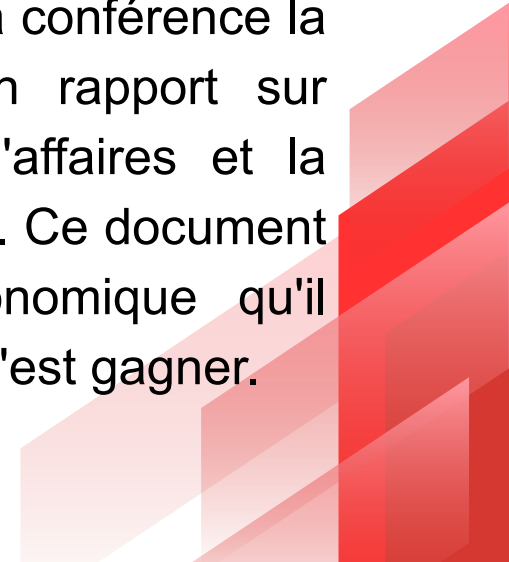


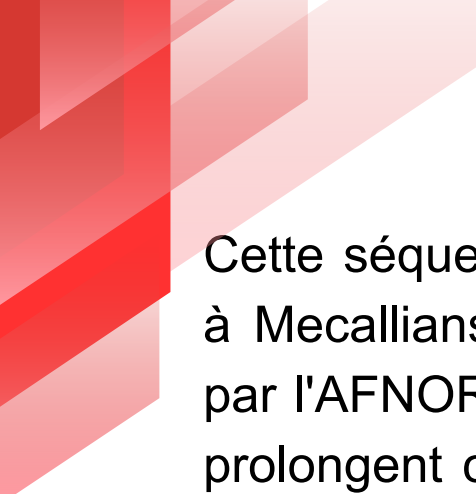
Responsable du service réservoir d'Entrepose Contracting, il a illustré de manière très concrète comment l'implémentation rigoureuse de normes sur les unités de stockage de GNL leur avait permis de devenir plus compétitifs et de remporter de nouveaux marchés.

Mais la conférence n'a pas éludé les zones de tension.

Une question venue de la salle a mis sur la table l'un des sujets les plus sensibles : l'entrée sur le marché européen de produits chinois qui ne respectent pas les normes européennes. Le panel a unanimement reconnu que la puissance normative française et européenne n'a de sens que si elle s'accompagne d'une véritable capacité de surveillance du marché. La norme ne protège qu'à condition d'être appliquée et opposable, un enjeu central pour éviter les pratiques de dumping et préserver l'équilibre concurrentiel.

Orianne Chenain, de la Direction générale des entreprises (DGE), a annoncé lors de la conférence la publication, en janvier prochain, d'un rapport sur l'impact des normes sur le chiffre d'affaires et la compétitivité des entreprises françaises. Ce document devrait fournir la démonstration économique qu'il manquait au débat public : normaliser, c'est gagner.





Cette séquence normative ne s'arrête d'ailleurs pas à Mecallians. Les ateliers organisés cette semaine par l'AFNOR, consacrés à l'évolution de l'ISO 9001, prolongent cette dynamique en remettant au centre la question cruciale de la diffusion de la culture de la norme. Le sujet monte en puissance, la France accueillera l'an prochain la conférence internationale de l'ISO à Paris, un signe clair de l'ancrage du pays dans cette stratégie d'influence technique.

En définitive, la conférence Mecallians a rappelé une évidence. Nos normes sont l'un des rares outils où la France possède encore une avance structurante. Pour qu'elles deviennent un véritable moteur de réindustrialisation, il restera à mieux les faire connaître, à investir dans leur production, et à garantir qu'elles soient respectées par tous les acteurs du marché mondial.



Sources :

- Bonnefous, B. (2025, 24 novembre). Entre annonces d'investissements et fermetures d'usine, l'industrie française en plein doute. Le Monde.fr.
- Choose France – Édition France : un nouveau sommet destiné à valoriser les entreprises françaises qui produisent, investissent et achètent en France | Direction générale des Entreprises.
- Afp, L. M. A. (2025, 17 octobre). L'UE lance un plan pour renforcer son industrie de défense et réduire sa dépendance aux Etats-Unis. Le Monde.fr.
- Delépine, J. (2025, 20 novembre). A qui profite le réarmement européen? Alternatives Economiques.
- Ouest-France. (2025, October 16). EDIP. L'UE trouve un accord pour financer l'industrie de défense à hauteur de 1,5 milliard d'euros. Ouest-France.fr.

Retrouvez nos actualités en
cliquant ici



Crédits :

Marin CATIMEL & Simon CLENET